



Quelqu'un peut-il avertir Philippe Müller du décès de Margaret Thatcher ?

Discours de Christian Levrat, président du PS Suisse

Seules les paroles prononcées font foi.

Je ne me souviens que vaguement de la date du 4 février 1975. Et pour cause, j'avais 5 ans. C'est à cette date que Margaret Thatcher a été élue à la tête des conservateurs britanniques. Par contre, je me souviens bien de mon impression, lorsqu'en 1992, à 22 ans, j'ai passé une année en Grande-Bretagne : des services publics en berne, un système éducatif manquant de moyen, une société de classes, des salariés livrés au bon-vouloir de leurs employeurs, des syndicats exsangues, un système de santé au bord de l'asphyxie.

Pour être honnête, cette découverte au quotidien des effets de l'ultra-libéralisme m'a si profondément marqué, que j'ai quitté alors le parti radical – ou j'étais encore encarté – pour rejoindre, quelques années plus tard, le Parti socialiste.

Pourquoi est-ce que je vous parle de tout ça ? Parce que je viens de lire le papier du PLR intitulé « nos solutions face au franc fort ». Il s'agit de 18 points directement inspiré du programme des *tories* britanniques au début des années 80. Que veut Philippe Müller ?

- Baisser les impôts (pour environ 10 milliards), en premier lieu pour les entreprises. Introduire un taux unique de TVA, très défavorable aux classes moyennes et aux bas revenus.
- Déréguler le droit du travail, notamment par la création à proximité des frontières de zones dans lesquelles la protection des salariés pourrait être affaiblie, ou par la suppression de la comptabilisation des heures travaillées. Plus d'horaires, plus d'heures supplémentaires.
- Réduire les services publics à leur stricte mission de base.
- Combattre toutes les initiatives ambitieuses du Conseil fédéral : pas de politique énergétique 2050, pas de mesures en faveur de l'égalité homme femmes, pas de limitation des salaires des *top managers*, pas de protection pour le *Swiss made*, pas de projet d'énergie verte. En gros : no, no, no ! Un extraordinaire conservatisme économique.

Franchement, ce programme ressemble à s'y méprendre à celui des *tories* anglais ou des républicains américains il y a quarante ans. Quelqu'un pourrait-il avertir Philippe Müller que Ronald Reagan et Maggie Thatcher sont morts ? Que les mêmes causes produisant les mêmes effets, nous n'avons pas l'intention de laisser les radicaux plomber notre économie réelle ; privatiser et libéraliser les services publics. Qu'il n'est pas question d'affaiblir les syndicats mais, au contraire de les renforcer, pour permettre un vrai dialogue social. Que la population en a assez des programmes d'économie, des coupes dans la formation, dans les subventions aux primes d'assurances maladie. Qu'elle n'admettra plus très longtemps de financer à coup de privations et de restrictions les cadeaux fiscaux aux plus aisés, et les salaires mirifiques de quelques-uns.

Des mesures efficaces pour protéger les salariés du franc fort

Camarades,

Il faut laisser un mérite aux radicaux : ils avancent sans masque. A la crise du franc, ils veulent répondre par un retour à l'ultralibéralisme du siècle dernier. Nous voulons davantage de solidarité. Un choix clair. Il faut agir face à la force du franc, car c'est une menace pour nos emplois. Mais il faut le faire avec discernement. Nous demandons :

1. Dès que possible, la BNS doit assurer un **cours de 1,15 franc pour un euro**. À moyen terme, l'objectif est de retrouver une parité des pouvoirs d'achat. Selon plusieurs études celui-ci devrait se situer à un taux de change entre 1,35 et 1,40 franc pour un euro.
2. Le PS Suisse, en coordination avec les partis cantonaux, demande à ce que la **moitié de la distribution des bénéfices de la BNS** (2 milliards) soit affectée au **renforcement de l'assurance-chômage** (AC) et aux programmes de formation continue pour les personnes en chômage partiel. L'autre moitié doit principalement être attribuée à la formation, afin de financer rapidement une offensive de la formation continue et de perfectionnement professionnel.
3. Le PS Suisse luttera par tous les moyens **contre des mesures faites au détriment des travailleur-euse-s**, telles qu'une extension des heures de travail, des baisses de salaires, ainsi que toute flexibilisation ou déréglementation,
4. Les fabricants et les distributeurs **doivent répercuter les gains de change en faveur des consommateur-trice-s**. La **révision de la loi sur les cartels** doit rapidement être reprise en main, afin que les marges d'importations puissent bénéficier aux consommateur-trice-s et combattre ainsi l'îlot de cherté qu'est la Suisse.

Ce n'est pas plus mal que nos adversaires de droite soient transparents. Ils veulent baisser les impôts sur les bénéfices des entreprises : ça ne sert à rien. Les entreprises en difficultés ne paient pas d'impôts, elles se battent pour conserver une marge positive, pour garder la tête hors de l'eau, pour sauver les emplois. Priver les collectivités publiques de plus de 10 milliards de francs, comme le demande le PLR, c'est juste irresponsable. C'est de l'idéologie et de l'aveuglement.

Vaincre les nostalgiques de la Suisse de l'Ancien Régime

Camarades,

Les élections à venir vont être décisives. Nous aurons d'une part à lutter contre ceux qui veulent transformer la Suisse en Singapour européen, en une sorte de paradis fiscal où ne prospèrent que les banques, les financiers, les plus aisés, ces dix pourcents de la population que défend le PLR.

Mais d'autre part, il nous reviendra de faire entendre la voix d'une Suisse ouverte, solidaire, plus juste.

A ceux qui rêvent de dénoncer la Convention européenne des droits humains, nous dirons qu'elle est la réponse des peuples aux horreurs de la Seconde Guerre mondiale. Qu'elle est la garante des droits de nos concitoyens face aux excès des Etats, qu'elle est garante de la paix, entre l'Atlantique et l'Oural. Et qu'elle puise ses sources par exemple dans notre Constitution suisse de 1848.

A ceux qui entendent laisser les migrants se noyer en Méditerranée, nous devons répondre par un appel à la solidarité européenne. Par une politique d'asile qui soit digne de notre tradition humanitaire. La Suisse a su accueillir les hongrois persécutés, elle a ouvert ses portes aux Chiliens fuyant Pinochet, elle a offert refuge aux Kosovars et aux Bosniaques déchirés par des guerres civiles. Elle ne saurait rester sourde aux appels des hommes et des femmes de Syrie. Certains ne veulent plus accueillir de musulmans. Ils veulent interdire leurs organisations, fermer leurs lieux de cultes. Ayons le courage de résister, de dire clairement que nous voulons accueillir dix fois plus de syriens qu'aujourd'hui, qu'il est urgent de permettre aux femmes et aux enfants bloqués dans des camps insalubres au Liban, en Turquie ou en Jordanie de rejoindre leurs époux ou papas en Suisse. Qu'il en va bien sûr de leur dignité, mais aussi de notre honneur de Suisse et de Suissesse. A la peur, aux haines, à la colère, répondons par la générosité ! Le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, suite aux attentats d'Oslo et au massacre d'Utoya avait trouvé les mots. Il était alors premier ministre norvégien : nous répondrons à la terreur par plus de démocratie, plus d'ouverture, plus de tolérance. C'est ce message là que nous devons porter cet automne.

A ceux qui veulent dénoncer la libre-circulation et torpiller les bilatérales, nous devons répondre que nous avons besoin de rapports apaisés avec nos voisins, que la solution n'est pas l'isolement mais la négociation, qu'il ne s'agit pas d'aller vers moins, mais vers plus d'Europe. Le Conseil fédéral a raison. L'initiative sur l'immigration de masse ne peut être mise en œuvre qu'au terme de négociations avec l'Union européenne ; que dans la mesure où elle est compatible avec la libre-circulation. A ceux qui rêvent de contingents et de préférence nationale, nous devons opposer une véritable offensive de formation, des mesures spécifiques pour protéger les seniors sur le marché du travail, une véritable égalité des salaires hommes-femmes, des mesures permettant de concilier vie familiale et vie professionnelle. Et... une extension des accords bilatéraux avec l'Union européenne.

A ceux qui considèrent qu'ils représentent seuls l'ensemble du peuple, à ceux qui considèrent la démocratie directe comme un instrument plébiscitaire contre les autorités, nous devons opposer une vision raisonnable de nos institutions. Le peuple, le parlement, le Conseil fédéral, les tribunaux forment un tout. Ils portent ensemble la responsabilité de faire les choix décisifs pour notre pays. Le peuple n'est pas une voie de recours contre le Conseil fédéral ou le parlement, mais un acteur, parmi d'autres. Notre démocratie directe est unique au monde. Elle confie à la population une responsabilité importante : celle de faire des choix qui engagent la Suisse dans son ensemble. Il est absurde et puéril dans ce contexte de considérer que « les Suisses votent UDC ». Cela dénote non seulement d'une arrogance et d'une grossièreté qui ne surprendra plus personne. Mais surtout d'une méconnaissance totale des institutions de notre pays.

Les élections à venir sont décisives. Elles verront s'affronter deux images de la Suisse : celle de la peur, de l'isolement. Cette Suisse qui se rêve en 1291, qui veut fêter Morgarten et Marignan. La Suisse des élites, de l'ancien régime ; une Suisse de sujets. Et la Suisse de la confiance, de l'optimisme, de la solidarité. Cette Suisse que nous incarnons, et que nous

seuls sommes à même de porter avec suffisamment de vigueur. La Suisse de la liberté, celle des droits humains, de la séparation des pouvoirs, des droits démocratiques. La Suisse de 1848, celle de 1874, celle de la grève générale de 1918. Cette Suisse qui s'apprête à fêter le 5 mai le 70^e anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale. Cette Suisse qui se réunit le 12 septembre de chaque année pour commémorer la constitution de 1848.

Ces élections vont se jouer entre eux et nous. Et nous devons les gagner. Les tenants de l'isolement doivent être battus. Les nostalgiques de Margaret Thatcher doivent être renvoyés à leur idéologie. La Suisse de l'ouverture, de la solidarité, de la confiance, de l'optimisme. Cette Suisse du tous ensemble, plutôt que du tous contre tous. Cette Suisse qui ne laisse personne sur le bord du chemin. Cette Suisse chaleureuse, cette Suisse généreuse, cette Suisse qui ose, qui croit que demain sera mieux qu'aujourd'hui, que nos enfants vivront mieux que nous, c'est notre Suisse. C'est notre voix. C'est notre combat.

Dix propositions pour vivre mieux

Nous devons nous battre. Faire en sorte que tous et toutes, nous vivions mieux au terme de la prochaine législature qu'aujourd'hui. Ces élections doivent nous permettre de poser les questions qui dérangent : celles bien sûr de nos rapports à l'Europe et au monde. Celles de notre politique migratoire. Mais au-delà de ces deux thèmes, qui ont fait l'objet de nos dernières assises, sur lesquels nous avons publié des dizaines de pages d'analyses et de propositions, nous ne pouvons faire l'économie de réponses sérieuses à quelques questions concrètes, qui intéressent les électeurs et les électrices au quotidien. Bien sûr, ceux-ci nous votent parce qu'ils savent qu'il faut une voix forte pour répondre aux dérives nationalistes et ultra libérales de nos adversaires. Bien sûr, ils apprécient notre combat pour la Suisse de l'ouverture, de l'intelligence face aux obscurantismes identitaires ou économiques. Mais ils attendent aussi des réponses concrètes, à des questions qui les préoccupent au quotidien :

- Comment garantir rapidement l'égalité salariale ?
- Comment faire en sorte de mieux protéger les salariés les plus âgés ?
- Comment garantir la construction de suffisamment de logement abordable ?
- Comment restaurer la qualité de vie dans nos agglomérations ?
- Comment soutenir les familles de manière équitable ?
- Comment limiter le poids des primes d'assurances-maladie sur le budget des ménages ?
- Comment garantir que chacun puisse vivre, une fois venue la retraite, avec dignité et sérénité ?

A ces questions, nous devons apporter des réponses. Nous le faisons dans notre plateforme électorale : Dix propositions pour changer la vie des Suisses, pour renforcer et moderniser les solidarités, pour soutenir les bas-revenus, pour soulager les classes moyennes. Ces propositions ne se substituent pas aux grands débats qui nous attendent. Mais elles s'y ajoutent. Il est juste de débattre d'Europe, de défendre notre vision ouverte de la migration. Mais nous devons, au-delà des figures imposées de la campagne, dire clairement comment nous allons améliorer la vie de nos électeurs. Dire que voter socialiste, c'est donner place à l'espoir d'une vie meilleure.

Ensemble en campagne

Vous le voyez, nous sommes déjà en campagne. Partout dans le pays, des dizaines de candidats et de candidates se mettent à disposition du parti, prêt à porter le message d'une gauche unie. J'ai assisté à la plupart des assemblées de nominations cantonales, vais encore en visiter plus d'une douzaine et, partout, le même sentiment : celui d'une détermination sans faille, d'une volonté de représenter l'ensemble des sensibilités de la gauche : celles des syndicats, celles du monde associatifs, celles des organisations écologiques, celles des retraités, celles des salariés, celles des locataires, celles des migrants, celles des Suisses et Suissesses de l'étranger.

Ce n'est pas un hasard, si nous avons presque dans tous les cantons, des candidats ou des candidates issues de la migration. Pas plus qu'il n'est étonnant de voir sur nos listes des Suisses et Suissesses de l'étranger, à l'instar de Tim Guldemann, l'ambassadeur actuel de Suisse en Allemagne et candidat à la candidature pour l'heure à Zurich. C'est l'incarnation de la force d'intégration de notre parti. C'est la preuve que nos discours d'ouverture et de fraternité ne sont pas lettre morte. C'est la démonstration que le Parti socialiste est le plus international des partis politiques suisses.

Les élections à Bâle Campagne viennent de nous démontrer une chose : pour gagner, nous devons être unis. L'adversaire est à droite, pas chez les Verts, avec qui nous devons conclure les apparentements les plus larges. L'adversaire n'est pas à la gauche de la gauche. Mais chez les nostalgiques de la Suisse de l'Ancien Régime. Et chez ceux qui regrettent la disparition de Margaret Thatcher.

Nous allons gagner ensemble. Nous allons mener, sur tout le territoire, des milliers, des dizaines de milliers de conversations pour convaincre, pour mobiliser, pour rendre attentif aux enjeux, pour dire combien affronter l'avenir avec confiance est plus intelligent que regretter un passé imaginaire. Ensemble, nous allons passer des dizaines, en fait des centaines d'heures, sur des stands, au téléphone. Ensemble promettons-nous de défendre dans les mois qui viennent, toujours et partout nos propositions et nos candidats. A chaque fois que dans nos familles quelqu'un critique nos propositions, que des doutes sont exprimés sur l'un ou l'autre candidat, nous devons réagir, contredire, argumenter et convaincre. Se taire n'est plus une option. A table, dans les vestiaires de nos clubs de sport, au bistrot, dans la rue, il faut engager la conversation, encourager les énergies, porter si nécessaire la contradiction. Ensemble nous pouvons gagner ces élections. En fait, nous devons les gagner. Parce que plus encore que par le passé, elles vont être décisives pour l'avenir de notre pays. Elles nous diront si la Suisse de la peur et de l'isolement peut être vaincue. Si nous pouvons espérer changer les mentalités, améliorer la vie des uns et des autres, pour toutes et tous, sans privilège. Camarades, cet automne, la défaite n'est pas une option.

Alors en avant. Vive la Suisse qui ose, la Suisse de l'ouverture, de la solidarité et de la justice.